CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Le client déclare avoir pris connaissances des conditions générales de vente inscrites ci-dessous et les accepter comme faisant partie intégrante du contrat

Conditions de paiement

Sauf conventions différentes figurant au présent document, le règlement des travaux sera effectué de la façon suivante :

- Pour une durée des travaux n'excédant pas trois mois, il sera versé un acompte de 30 % à la commande et un tiers au cours des travaux, le solde étant réglé après exécution, à la présentation de la facture.
- Pour une durée des travaux supérieure à trois mois, après versement d'un acompte d'un tiers du marché à la commande, les règlements seront effectués au fur et à mesure de l'état d'avancement des travaux, dans un délai de 15 jours à compter de la présentation des situations par l'entreprise au client. Le solde devra être réglé en totalité à l'achèvement des travaux, sur présentation d'un mémoire définitif.

Les factures sont payables comptant à réception.

Les paiements anticipés ne donneront lieu à aucun escompte.

Le non-paiement d'une seule échéance entraîne l'exigibilité anticipée de toute échéance ultérieure.

La TVA applicable est la TVA en vigueur à la date de facture, et non à la date du devis.

Pénalités de retard et suspension en cas de retard :

Les pénalités applicables sont d'un montant égal à trois fois le taux d'intérêt légal au jour de la date de paiement figurant sur la facture.

En sus, tout retard de paiement autorise l'entreprise, même sans mise en demeure préalable et sans préavis, à interrompre ses travaux ou refuser de nouvelles commandes du client jusqu'au paiement des sommes arrivées à échéance.

Réserve de propriété :

Le transfert de propriété des matériaux et équipements est suspendu jusqu'à complet paiement de la commande.

Le transfert de risque s'opère dès la livraison des produits vendus sous réserve de propriété.

Révision des prix :

Sauf convention contraire sur ce point, les prix de ce devis seront révisés au moment de l'exécution des travaux, par application de l'index B.T n°18a, 19a, 20a, et selon la formule suivante : $BT / BT0$.

BT = dernière valeur connue de l'index lors du mois de révision

BT0 = valeur connue de l'index pour le mois d'établissement du prix.

Réception des travaux :

Dès l'achèvement des travaux exécutés par l'entreprise, le client ou son représentant et l'entreprise se réuniront pour signer l'acte de réception.

Toutefois, en l'absence d'acte de réception signé par les deux parties, l'occupation des lieux, et le paiement, même partiel, des travaux caractériseront la volonté non-équivoque du maître d'ouvrage de réceptionner lesdits travaux et vaudra réception tacite sans réserve ; la date de la réception sera alors celle du dernier règlement.

Travaux supplémentaires

Les travaux non prévus au devis initial feront l'objet de devis additionnels signés du client, ou de bons de commandes séparés, indiquant au moins les bases d'estimation des prix, les conditions, et le cas échéant, la durée de la prolongation du délai d'exécution prévu par le devis initial.

Prolongation éventuelle des délais d'exécution :

Lorsqu'un délai d'exécution a été prévu, celui-ci est valable pour des travaux commandés dans les 30 jours suivant la signature du présent devis.

Lorsque l'ordre d'exécuter les travaux intervient après cette période de 30 jours, l'entreprise peut être contrainte de modifier le délai d'exécution prévu en fonction des engagements qu'elle aura pu prendre par ailleurs entre temps.

Dans tous les cas, le délai d'exécution sera prolongé de la durée des journées d'intempéries, et des périodes de grève ou de congés payés. De même, dans tous les cas, les interruptions de travail provoquées par le client ou son représentant prolongent d'autant le délai d'exécution.

L'entreprise se réserve le droit de reporter la pose si elle juge que les supports ne sont pas adaptés.

Indivisibilité du devis :

Le présent devis forme un tout cohérent et indivisible. Il doit être accepté dans son ensemble sans suppression de poste ni de ligne.

En cas d'acceptation partielle, l'entreprise se réserve le droit de ne pas y donner suite ou de réviser ses conditions d'intervention.

Utilisation du devis :

Les devis, plans, dessins, modèles, et documents annexés sont et restent en toutes circonstances la propriété de l'entreprise. Ils ne peuvent être utilisés ou communiqués à une tierce personne qu'avec l'autorisation préalable écrite du chef d'entreprise et doivent lui être restitués sans délais, s'il n'est pas donné suite à la proposition de l'entreprise. Les plans, dessins et modèles ne sont pas contractuels.

Validité de l'offre :

La présente offre est valable pour une durée maximale de 6 mois à compter de sa date.

Accord des parties :

La signature par le client et l'entreprise de ce devis implique leur accord total sur la nature, la consistance, et le prix des travaux, seul les conditions générales de prix et d'exécution des travaux de bâtiment, et les conditions particulières ci-avant énumérées.

Il incombe au client d'effectuer toute déclaration, demande, formalité d'urbanisme, de copropriété, et de publicité, et d'obtenir toute autorisation préalable à la réalisation des travaux figurant au devis. Le client ne peut invoquer la non-obtention d'une autorisation, ou la contestation d'une autorisation obtenue, pour annuler la commande.

Conformément aux articles L221-18 et suivants du Code de la consommation, le Client consommateur au sens de la législation dispose d'un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de l'acceptation de l'offre pour exercer son droit de rétractation sans avoir à motiver sa décision ni à supporter de coûts. L'exécution de la commande ne peut donc recevoir un commencement d'exécution avant le quinzième jour suivant la commande, sauf si le client renonce expressément à se prévaloir de ce délai de rétractation.

Pour exercer ce droit de rétractation, le Client doit dans les délais, cachet de la poste faisant foi, notifier sa décision de se rétracter au moyen d'une déclaration dénuée d'ambiguïté (par exemple, formulaire figurant en dernière page adressé par lettre recommandée avec accusé de réception).

Le droit de rétractation ne peut être exercé pour les cas prévus à l'article L221-28 du Code de la consommation, notamment pour les biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés, et dont l'exécution a commencé avec l'accord préalable exprès du consommateur.

Responsabilité – garanties :

Les produits livrés par l'entreprise bénéficient de la garantie légale contre les vices cachés (articles 1641 et suivants du Code Civil), et de la garantie légale de conformité (articles L.217-4 et suivants du code de la consommation).

La garantie légale de conformité couvre les défauts de conformité des produits vendus pendant deux ans à compter de la livraison dans les conditions fixées aux articles L.217-4 et suivants du code de la consommation.

Ces garanties ne couvrent pas les dommages résultant d'un mauvais usage, de l'usure normale du produit, d'une négligence ou d'une faute du client.

En application de l'article L. 217-15, alinéa 4 du code de la consommation, les dispositions suivantes du même code sont reproduites ci-dessous :

Article L217-4 : Le bien est conforme au contrat s'il répond notamment, le cas échéant, aux critères suivants :

1° Il correspond à la description, au type, à la quantité et à la qualité, notamment en ce qui concerne la fonctionnalité, la compatibilité, l'interopérabilité, ou toute autre caractéristique prévues au contrat ;

2° Il est propre à tout usage spécial recherché par le consommateur, porté à la connaissance du vendeur au plus tard au moment de la conclusion du contrat et que ce dernier a accepté ;

3° Il est délivré avec tous les accessoires et les instructions d'installation, devant être fournis conformément au contrat ;

4° Il est mis à jour conformément au contrat.

Article L217-5 :

SOCIÉTÉ MENUAU

EURL au capital de 48 000 €

Siège social : 9, Rue du Plan d'Eau – Grézillé - 49320 GENNES – VAL-DE-LOIRE

667 080 030 RCS ANGERS

I. En plus des critères de conformité au contrat, le bien est conforme s'il répond aux critères suivants :

1° Il est propre à l'usage habituellement attendu d'un bien de même type, compte tenu, s'il y a lieu, de toute disposition du droit de l'Union européenne et du droit national ainsi que de toutes les normes techniques ou, en l'absence de telles normes techniques, des codes de conduite spécifiques applicables au secteur concerné ;

2° Le cas échéant, il possède les qualités que le vendeur a présentées au consommateur sous forme d'échantillon ou de modèle, avant la conclusion du contrat ;

3° Le cas échéant, les éléments numériques qu'il comporte sont fournis selon la version la plus récente qui est disponible au moment de la conclusion du contrat, sauf si les parties en conviennent autrement ;

4° Le cas échéant, il est délivré avec tous les accessoires, y compris l'emballage, et les instructions d'installation que le consommateur peut légitimement attendre ;

5° Le cas échéant, il est fourni avec les mises à jour que le consommateur peut légitimement attendre, conformément aux dispositions de l'article L. 217-19 ;

6° Il correspond à la quantité, à la qualité et aux autres caractéristiques, y compris en termes de durabilité, de fonctionnalité, de compatibilité et de sécurité, que le consommateur peut légitimement attendre pour des biens de même type, eu égard à la nature du bien ainsi qu'aux déclarations publiques faites par le vendeur, par toute personne en amont dans la chaîne de transactions, ou par une personne agissant pour leur compte, y compris dans la publicité ou sur l'étiquetage.

II. Toutefois, le vendeur n'est pas tenu par toutes déclarations publiques mentionnées à l'alinéa qui précède s'il démontre :

1° Qu'il ne les connaissait pas et n'était légitimement pas en mesure de les connaître ;

2° Qu'au moment de la conclusion du contrat, les déclarations publiques avaient été rectifiées dans des conditions comparables aux déclarations initiales ; ou

3° Que les déclarations publiques n'ont pas pu avoir d'influence sur la décision d'achat.

III. Le consommateur ne peut contester la conformité en invoquant un défaut concernant une ou plusieurs caractéristiques particulières du bien, dont il a été spécifiquement informé qu'elles s'écartaient des critères de conformité énoncés au présent article, écart auquel il a expressément et séparément consenti lors de la conclusion du contrat.

Article L217-12 :

Le vendeur peut ne pas procéder selon le choix opéré par le consommateur si la mise en conformité sollicitée est impossible ou entraîne des coûts disproportionnés au regard notamment :

1° De la valeur qu'aurait le bien en l'absence de défaut de conformité ;

2° De l'importance du défaut de conformité ; et

3° De la possibilité éventuelle d'opter pour l'autre choix sans inconvénient majeur pour le consommateur.

Le vendeur peut refuser la mise en conformité du bien si celle-ci est impossible ou entraîne des coûts disproportionnés notamment au regard des 1° et 2°.

Lorsque ces conditions ne sont pas respectées, le consommateur peut, après mise en demeure, poursuivre l'exécution forcée en nature de la solution initialement sollicitée, conformément aux articles 1221 et suivants du code civil.

Tout refus par le vendeur de procéder selon le choix du consommateur ou de mettre le bien en conformité, est motivé par écrit ou sur support durable.

Article L217-16 :

Dans les cas prévus à l'article L. 217-14, le consommateur informe le vendeur de sa décision de résoudre le contrat. Il restitue les biens au vendeur aux frais de ce dernier. Le vendeur rembourse au consommateur le prix payé et restitue tout autre avantage reçu au titre du contrat.

Si le défaut de conformité ne porte que sur certains biens délivrés en vertu du contrat de vente, le consommateur a le droit à la résolution du contrat pour l'ensemble des biens, même ceux non couverts par le présent chapitre, si l'on ne peut raisonnablement attendre de lui qu'il accepte de garder les seuls biens conformes.

Pour les contrats mentionnés au II de l'article L. 217-1, prévoyant la vente de biens et, à titre accessoire, la fourniture de services non couverts par le présent chapitre, le consommateur a droit à la résolution de l'ensemble du contrat. En outre, dans le cas d'une offre groupée au sens de l'article L. 224-42-2, le consommateur a le droit à la résolution de l'ensemble des contrats y afférents.

Les obligations respectives des parties au contrat, mentionnées à l'article L. 224-25-22 et relatives aux conséquences de la résolution pour les contenus numériques et les services numériques, sont applicables à la résolution du contrat de vente d'un bien comportant des éléments numériques.

Article 1641 du Code Civil : Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus.

Article 1648 alinéa 1 du Code Civil : L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice.

Dans le cas prévu par l'article 1642-1, l'action doit être introduite, à peine de forclusion, dans l'année qui suit la date à laquelle le vendeur peut être déchargé des vices ou des défauts de conformité apparents.

Données personnelles

Les données personnelles collectées dans le cadre des présentes sont nécessaires à l'accomplissement des prestations par l'entreprise, elles ne seront utilisées que pour satisfaire aux besoins de la gestion de votre commande et des garanties afférentes, ainsi que de l'établissement de statistiques commerciales. Ces données sont enregistrées dans un fichier informatisé par l'entreprise et sont destinées aux services internes et potentiellement aux conseils externes assistant le dirigeant dans la gestion de l'entreprise. Elles ne feront l'objet de communications à des tiers, qu'aux fins d'exécution de la commande et d'application des garanties afférentes. Les données collectées sont conservées jusqu'à l'expiration de la durée de garantie des produits commandés. Le client est informé que ses données personnelles recueillies et traitées aux fins susvisées pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition auprès de la société l'entreprise en charge de la réalisation des prestations, et dans les conditions prévues dans la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, complétée par le Règlement Général sur la Protection des Données personnelles du 27 avril 2016 de l'Union Européenne, en envoyant un e-mail via le formulaire de contact du site <https://www.menuiserie-menuau.fr> ou en écrivant au siège social de la Société Menuau.

Dispositions finales

Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre partie à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes conditions générales ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause. Les présentes conditions générales sont soumises à l'application du droit français. En cas de litige ou de réclamation, les parties feront leur possible pour convenir d'une solution amiable. Si le client est commerçant, les parties conviennent de donner compétence exclusive au Tribunal de Commerce d'Angers (Maine-et-Loire), pour trancher leur litige.

Si le client est un consommateur au sens de la réglementation française, il est informé qu'il peut recourir au médiateur de la consommation, moyen extrajudiciaire, rapide et gratuit permettant au consommateur de résoudre ses litiges liés à l'achat d'un produit ou d'un service.

A ce titre il pourra utilement contacter : ATLANTIQUE MEDIATION CONSO - Maison de l'Avocat – 5, mail du Front Populaire – 44200 NANTES - www.consommation.atlantique-mediation.org - consommation@atlantique-mediation.org

---

Coupon de rétractation à cette commande (Détacher selon les pointillés) :

Code de la consommation, articles L.121-16 à L.121-24

Condition d'application : Compléter et signer ce formulaire et l'adresser par lettre recommandée avec avis de réception à Société Menuau – 9, rue du Plan d'Eau – Grézillé – 49320 GENNES VAL DE LOIRE

Je soussigné NOM..... PRENOM..... ADRESSE..... ..... TELEPHONE..... Adresse mail..... @.....	Vous notifie par la présente ma volonté d'exercer mon droit de rétractation portant sur la commande numéro ..... commandée le ...../...../..... Date et signature du consommateur :